PoP & GAUCHE EN MOUVEMENT

Résistance

JOURNAL DU POP VAUDOIS & GAUCHE EN MOUVEMENT / **www.popvaud.ch** / septembre-octobre 2018/ **N°110**

Un OUI clair pour l'initiative de la souveraineté alimentaire *page 4*

Égalité entre hommes et femmes : le nécessaire dépassement du capitalisme *page 6*

Libération de Ahed Tamini et retour sur la Palestine *page 7*

JAB
1003 Lausanne
LA POSTE

Souveraineté Alimentaire

Pour une agriculture paysanne et solidaire

Votations

23 septembre

RECOMMANDATIONS DE VOTE DU POP

Arrêté fédéral du 13 mars 2018 concernant les voies cyclables et les chemins et sentiers pédestres
OUI

Initiative «Pour des denrées alimentaires saines et produites dans des conditions équitables et écologiques
OUI

Initiative «Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous»
OUI

Vous pouvez suivre les activités du PoP sur:

Facebook

Twitter

Instagram

Youtube

www.popvaud.ch

Edito

par Christophe Grand

En avant pour la liberté!

J'aime à dire que la liberté est le plus beau mot de la langue française. Pourtant, nous ne vivons pas dans un monde de liberté, malgré ce que nous disent tous les bien-pensants du libéralisme économique, ceux qui se font chantres du capitalisme. J'ose affirmer que nous vivons en pleine dictature, celle du pouvoir de l'argent, celle qui impose aux hommes la consommation à outrance et l'obsolescence programmée, celle qui dans sa plus grande folie mercantile se soucie bien peu du sort de la planète, de ses ressources naturelles et de son agriculture, celle de cette oligarchie mondialisée qui dirige et qui avec le plus grand mépris se moque des plus démunis et des peuples du tiers-monde.

Comment cette oligarchie mondialisée qui nous dirige ose parler de liberté ? Allez demander à l'Afrique, qui est un continent riche de par ces ressources naturelles, si les pays qui peuplent ce continent se sentent libres ? Eux qui sont exploités, saignés, ruinés, appauvris par ces multinationales qui s'accaparent leurs biens naturels tout en faisant travailler des gosses dans les mines avec, et il faut le dénoncer, l'approbation des gouvernements des pays occidentaux industrialisés. Si ces pays africains ou du tiers monde veulent se réapproprier leur indépendance et leur souveraineté, alors les pays occidentaux, les oligarques, le FMI viendront les menacer, leur évoquerons leur dette et seront sanctionnés économiquement par des mesures sournoises et abjectes. Honte à ces gouvernements complices et à ces multinationales exploiteuses, tous ont du sang sur les mains !

Qui est libre ? Les riches ! Le citoyen lambda, vous et moi, ne sommes pas libres, nous sommes dominés, contraints à être exploité à travailler durement et sans relâche pour produire des richesses sans forcément en profiter. Cette exploitation des hommes par le travail et leur théorie mensongère du « travailler plus pour gagner plus » doivent être abolies. De plus, ce sont eux qui sont en train de ruiner nos sécurités sociales, nos retraites, nos services publics avec en partie la complicité de la sociale démocratie. Pour eux, ce qui est collectif et donc destiné à l'ensemble de la population ne devrait pas avoir d'avenir, seul le marché privé est à défendre parce qu'il participe au libre choix qui n'est pas « imposé » par l'État. Ce libre choix n'est que poudre aux yeux, que mirage, qui une fois de plus, ne profite qu'aux plus aisés de notre société.

Pour que les êtres humains deviennent libres et égaux, il faut abolir définitivement le capitalisme. Comme nous devons abolir la propriété privée pour défendre un monde où le partage et la gestion des biens communs et du travail, se feraient, par ce que nommait Marx, le collectivisme.

Sourire en coin

par Michel Bühler

Conserver l'espoir

«Parti des rouges, parti des gris.
Nos révolutions sont trahies...»

...chantait de sa voix chaude Jacques Marchais, sur un vieux 33 tours des années septante.

Cette phrase vient à mon esprit dans cette cuisine fraîche. Dehors, c'est la canicule, écrasante, sur les monts d'Ardèche, les forêts de châtaigniers, les murs de pierres sèches.

Membres du POP neuchâtelois, parce que pour eux on ne pouvait pas être autre chose que communistes, ils avaient au fil des ans retapé cette maison, perdue tout au bout d'un mauvais chemin. Ils pensaient y vivre une longue et paisible retraite.

Au cours d'une vie, on rencontre des gens qui vous font retrouver foi en l'espèce humaine. Pour moi, ce couple était de ceux-là.

Lui, s'en est allé bien trop vite, il y a sept ans. Elle est restée seule dans cette grande bâtisse de pierres, accrochée à la montagne. Droite, vive, l'œil bleu pétillant, portant allégrement ses cheveux blancs et ses quatre-vingts étés, elle n'a rien renié des idéaux de sa jeunesse. Pour l'amie chanteuse et le camarade qui m'accompagnent, elle plonge dans sa mémoire.

C'était il y a soixante ans, c'était un temps d'espoir, de libération des peuples. La décolonisation, en marche aux quatre coins de la planète, apportait dans ses bagages, enfin, la promesse du bonheur et de la justice pour tous. Française, étudiante, elle avait tout naturellement rejoint les rangs des opposants à la guerre d'Algérie. Plus âgés que moi, l'amie et l'ami ont vécu cette époque, et autour de la table s'échangent des noms de gens d'honneur: tel religieux qui faisait franchir les frontières aux clandestins, telle femme qui avait organisé l'évasion de détenues algériennes, tel suisse qui avait payé de sa liberté son travail d'imprimeur pour le FLN. Elle, discrète, évoque rapidement son rôle de porteuse de valises, et les années passées en prison, que lui avait valu son engagement.

Derrière les volets entrouverts, le chant des cigales, ici, la pénombre et les souvenirs. L'un de nous dit en soupirant:

– Et aujourd'hui...

Tant d'espérances, d'enthousiasme, tant de morts et de souffrances, tant de fraternité. Pour arriver à quoi, à quel pays?

La même question, ou presque, s'est posée quelques jours auparavant, lorsque nous écoutions un compagnon parler de Managua, où il vit depuis des années, et de la direction vers laquelle le couple Ortega – Murillo semble maintenant entraîner le Nicaragua...

Nos révolutions sont trahies?

Pour conserver l'espoir, je retourne dans la cuisine ardéchoise, je me remémore le sourire tranquille et la détermination sans faille de la vieille militante.

Accueil parascolaire : plus que de la garde d'enfants !

L'accueil de jour reconnu légalement

Le 31 janvier 2017, le Grand Conseil votait la nouvelle Loi sur l'Accueil de Jour de l'Enfance (LAJE), et confirmait ainsi une meilleure reconnaissance des crèches et garderies. Premièrement, l'accueil de jour est mieux soutenu financièrement par le Canton, les employeurs et les communes. Concilier vie professionnelle et vie familiale n'est donc pas une responsabilité des seuls parents ; c'est un enjeu public, bénéfique aussi bien aux familles qu'à leur activité économique. Deuxièmement, la nouvelle LAJE attribue un rôle supplémentaire à l'accueil de jour : il ne s'agit pas seulement d'un service aux parents qui peuvent ainsi travailler, il s'agit aussi d'une prestation pédagogique, qui favorise le développement des enfants et leur offre d'autres occasions de socialisation que la famille. Troisièmement, la loi exige que les communes offrent un accueil avant l'école, à midi et après l'école pour toutes les familles qui en expriment la demande.

Parascolaire : encadrement au rabais ?

Une fois ces principes adoptés, il faut se donner les moyens de les réaliser. Et à ce stade, il se pourrait que l'accueil parascolaire se trouve accompagné d'une baisse de la qualité de l'encadrement. Le taux de personnel formé et le nombre d'employé.e.s par enfant est fixé par le Canton. Avec la nouvelle loi, cette responsabilité est toutefois déléguée à l'EIAP, un groupe de municipaux désignés par les communes. En mai dernier, l'EIAP a mis en consultation un nouveau cadre qui diminue le taux d'encadrement et la proportion de personnel formé.

Ainsi, le taux d'encadrement passerait d'un.e professionnel.le pour 12 enfants à un pour 15 dès la 3e année primaire. Dès la 7e, il passerait de 1 pour 15 à 1 pour 20. Le taux de qualification passerait par ailleurs de une personne formée sur deux à une personne formée sur quatre. Enfin, un taux moindre de personnel formé est admis, sans limite de durée, pour les moments où « le niveau d'exigences pédagogiques est peu élevé » – laissant dans les faits de larges possibilités d'exceptions, à presque tous les moments de la journée.

> Ce rôle de socialisation et de prévention a été inscrit dans la loi en 2017, et il serait désolant que le cadre fixé en 2018 n'en tienne pas compte

6 heures par jour dans la vie d'un enfant

Il est indispensable de rappeler que l'accueil parascolaire représente des moments, avant l'école, à midi et après l'école, qui représentent potentiellement 6 heures dans la vie d'un enfant. Ils sont donc importants par leur durée, et sont aussi importants comme moments de repos et de détente, distincts du travail scolaire. Il ne s'agit pas d'une récréation prolongée, sous l'oeil distant d'un.e surveillant.e, ni d'un moment scolaire, où l'on peut demander aux enfants de rester assis sans bruit. Pour que ce moment ait du sens dans la journée de l'écolier, il faut un encadrement par du personnel qualifié et en nombre suffisant.

Un temps éducatif

Par ailleurs, l'accueil parascolaire peut et doit répondre à deux enjeux fréquemment évoqués à l'école. Premièrement, l'intégration d'élèves avec des difficultés ou des besoins particuliers a été un progrès de ces dernières années, pour leur donner le maximum de chances. Il nécessite toutefois un investissement accru durant le temps scolaire – ce que le Canton assure largement – mais aussi durant le temps parascolaire. Pour s'adapter aux troubles psychologiques et affectifs, au handicap physique ou mental, du personnel formé n'est pas un luxe.

Deuxièmement, l'école se plaint régulièrement de devoir de plus en plus éduquer les enfants au lieu de les instruire. Face à des enseignants dépassés et des familles qui le sont souvent tout autant, un accueil parascolaire de qualité représente une excellente occasion d'offrir à ces enfants un encadrement par du personnel compétent, et pour leur offrir un cadre où développer leurs compétences sociales, et contribuer à l'égalité des chances. Ce rôle de socialisation et de prévention a été inscrit dans la loi en 2017, et il serait désolant que le cadre fixé en 2018 n'en tienne pas compte. Une pétition a donc été lancée pour soutenir un cadre de qualité, avec le soutien du POP, pour exprimer cette position à l'EIAP avant qu'ils ne finalisent leur cadre.

Pour proposer un accueil parascolaire qui soit réellement favorable aux enfants, et qui permette aux parents de les confier sans crainte, le POP vous appelle aussi à soutenir la pétition sous : **http://www.popvaud.ch/2018/07/05/petition-accueil-parascolaire-de-qualite/**

David Payot

Un OUI clair pour l'initiative de la souveraineté alimentaire

Alors que ce sont trois exploitations agricoles qui disparaissent chaque jour dans notre pays, le Conseil fédéral n'a toujours pas de politique agricole digne de ce nom. La seule « chose », on ne peut l'appeler autrement, qu'il a à proposer, c'est de signer des accords de libre-échange un peu partout dans le monde, condamnant ainsi à court ou moyen terme l'agriculture suisse. Cette politique désastreuse est promue par toute la droite sans exception ni retenue. On a entendu le président de l'Union suisse des paysans, Conseiller national d'un parti de droite extrême, verser une (et pas deux) larme de crocodile après la signature desdits accords avec les pays du Mercosur, histoire d'essayer prétendre défendre nos paysans, tout en disant dans la même phrase que ces accords sont indispensables à notre économie, alors que même cette affirmation est un mensonge. Copier/coller de la part d'un autre Conseiller national paysan, membre lui d'un parti d'extrême droite. Il n'y a donc rien à attendre de la part de ces partis qui prétendent beaucoup, mais qui dans le fond ne sont que les lobbyistes des grandes multinationales et qui défendent effectivement des intérêts, mais uniquement ceux des actionnaires.

Pourquoi soutenir l'initiative du syndicat Uniterre ?

En acceptant l'initiative « Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous », cela signifie pour la population ou les consommateurs comme aiment le dire les partis bourgeois, ce qui montre bien à quoi ils aiment nous réduire, qu'il y a d'abord une garantie sur l'origine et la qualité des produits qui se trouvent dans nos assiettes. Non seulement cela, mais également une garantie sur la manière dont ces aliments ont été produits, tant d'un point de vue écologique que social. En effet, en plus de permettre à nos agriculteurs d'enfin obtenir une rémunération décente, leur garantissant ainsi la possibilité d'assurer la survie de leur exploitation, ce qui nous semble indispensable pour bien d'autres raisons que l'entretien du paysage qui ne représente pas leur fonction première. Mais cela vaut également pour tous les travailleurs et des travailleuses de la terre, qu'ils soient paysans et paysannes, ouvriers ou ouvrières agricoles, l'initiative favoriserait une meilleure rémunération de toutes les personnes de ces secteurs en imposant de pratiquer des prix équitables. Cela permettrait également d'harmoniser au niveau fédéral les contrats de travail des ouvriers agricoles, tant pour ce qui concerne les salaires que les horaires de travail.

> À l'heure où la question du réchauffement climatique inquiète de plus en plus la population de notre pays, la question d'une production agricole de proximité est cruciale

L'initiative d'Uniterre permettrait non seulement de s'assurer de l'origine, de la qualité et des conditions notamment écologiques de cette production, mais également de la manière dont ils ont été transformés, emballés, acheminés et mis sur le marché.

À l'heure où la question du réchauffement climatique inquiète de plus en plus la population de notre pays, la question d'une production agricole de proximité est cruciale. Nous devons nous assurer que les produits que nous consommons n'ont pas effectué des milliers de kilomètres en camion ou en avion, alors que ceux-ci pourraient être produits près de chez nous. Afin d'éviter des transports lents et coûteux et ainsi un bilan écologique catastrophique, le texte qui nous est soumis favorise également le maintien, voire la création, de structures régionales de transformation, de commercialisation et de stockage, ce qui en soi est également créateur d'emplois. Le monde agricole est sous la pression constante des grandes filières de distribution. Les producteurs ne savent jamais à quel prix, en quelles quantités, ni pour combien de temps leurs récoltes seront achetées. L'initiative redonne la main aux paysans dans la gestion des quantités à produire en fonction des besoins de la population et non plus des desiderata de l'industrie. Elle soutiendra également par ce fait la vente directe en favorisant la création de filières de proximité permettant par là la création d'un lien directe et indispensable entre notre paysannerie et l'ensemble de la population. Enfin, un point très important, elle demande d'interdire définitivement l'utilisation d'OGM dans l'agriculture pour ainsi, ne plus se contenter d'un simple moratoire !

Le 23 septembre nous appelons également à voter OUI à l'initiative « Pour des aliments équitables », d'une certaine manière complémentaire à l'initiative d'Uniterre.

Gavriel Pinson
Président PST/POP

POP & GAUCHE EN MOUVEMENT

Ce journal est gratuit,
vous pouvez toutefois nous soutenir et nous aider à faire avancer vos idées en vous abonnant.

Abonnement annuel: 25Frs
Abonnement de soutien: 40Frs

CCP Résistance:
10-769952-7POP & GM, pl. Chauderon 5, 1003 Lausanne

Adhésion

☐ **J'aimerais adhérer au POP**

☐ **J'aimerais m'abonner à Résistance**

☐ **J'aimerais abonner un-e ami-e à Résistance**

Nom:

Prénom:

Adresse:

N° tél.:

Adresse e-mail:

Signature: .....

A renvoyer à l'adresse suivante:
POP vaudois & Gauche en mouvement, Chauderon 5, 1003 Lausanne

Conseil de lecture : L'écologie réelle de Guillaume Suing

Ce livre nous invite à porter un regard critique sur l'idéologie dominante héritée de la propagande anti-communiste des pays capitalistes concernant l'histoire de l'agriculture. En cela, il est un outil théorique indispensable pour comprendre comment s'articulent l'agroécologie – pratique productive protégeant véritablement l'environnement tout en satisfaisant les besoins fondamentaux humains – et le socialisme, unique état politique permettant d'appliquer ces principes et ces techniques à l'échelle nationale d'abord, puis globale ensuite.

L'impossible transition éco-capitaliste

De la bourgeoisie à certains militants écologistes, en passant par les décroissants et les survivalistes, d'aucuns crierons au dogmatisme suite à cette assertion. Pourtant, l'histoire de l'URSS et plus récemment celle de Cuba constituent la démonstration (et la preuve vivante pour Cuba) que seul un Etat socialiste peut se donner les moyens de planifier une écologie réelle qui ne se satisfait pas de petits îlots bio (dont la production est destinée à quelques privilégiés) au milieu d'un océan d'agro-business destructeur des sols et exploitant une main d'œuvre surexposée aux dangers des substances chimiques. Il apparaît même que c'est le capitalisme qui fait preuve d'un dogmatisme patent sur la façon de produire les denrées alimentaires, productiviste par définition car surdéterminé par l'accumulation du capital et la quête du profit immédiat et maximal. En effet, une agrobiologie scientifique qui améliorerait les sols et par la même diminuerait drastiquement l'usage d'intrants chimiques ne serait en rien positive pour la plus-value puisque les capitalistes ont avantage à se livrer à une culture frénétique et forcenée afin d'augmenter les rendements sur le court terme. Ils n'ont même pas à se soucier de la régénération des sols puisqu'ils prétendent dépasser l'épuisement de la terre à coup de renfort d'engrais chimique, d'hormones, de pesticides et de semences non reproductibles.

Structure socialiste et agroécologie : la formule réaliste

Dès 1921, la Russie soviétique s'attela à développer les forces productives d'un vaste territoire encore très largement féodal, permettant ainsi d'accumuler assez de capital national pour passer aux premières étapes d'une construction socialiste. Cette nouvelle politique économique (la NEP de Lénine) n'était autre que la concrétisation d'un choix transitoire et, quoiqu'on puisse en penser, cette tactique était juste à ce moment précis de la lutte. Il n'a néanmoins jamais été question de productivisme (au sens de « produire pour produire » qui est la tendance capitaliste à l'agro-business) puisque le but final était l'élévation de la qualité de vie et la satisfaction des besoins alimentaires du peuple soviétique ainsi qu'une accumulation de ressource préalable indispensable à la construction du socialisme.

Les progrès scientifiques couplés au progrès infrastructurel du pays ont permis de commencer une agroécologie socialiste à une échelle incomparable aujourd'hui. En 1948, après cette période d'accumulation de savoir et de richesses, l'URSS fut en mesure d'établir son « grand plan de transformation de la nature » dont les objectifs étaient d'augmenter la production agricole par le développement d'une agriculture extensive. Contrairement à l'agriculture intensive qui vise, lorsque les surfaces cultivables sont limitées, à « doper » les sols et les plantes avec des hormones, des engrais chimiques et des pesticides, la stratégie extensive consiste à produire avec le même rendement par hectare, mais en élargissant toujours plus les surfaces cultivées. Le grand plan consistait entre autres choses à limiter l'érosion des sols et à en faciliter la rétention en eau grâce à la multiplication des bandes forestières faisant notamment office de brise-vent ; à imposer une rotation des cultures qui permettent la régénération des sols par définition interdite par l'agriculture intensive ; à appliquer la polyculture, cette technique, inventée par des savants russes, qui permet d'éviter les pesticides chimiques ; etc. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire un « plan de protection de la nature qui devait fournir aux hommes les moyens de leur subsistance de façon durable, fondé sur l'agriculture biologique et l'agroforesterie était mis en œuvre à l'échelle d'un pays, sous l'impulsion de son Etat, et ce grâce à sa structure socialiste centralisée » (p.73). Ce n'est qu'à partir de la deuxième moitié des années 50, soit peu de temps après la mort de Staline et sous l'impulsion de Khrouchtchev, dont le réformisme libéral et la trahison du marxisme ne sont plus à prouver, que l'agriculture soviétique s'orienta vers une stratégie agricole intensive et chimique, imitant par là le modèle américain.

Une lecture enrichissante

Entre autres pépites, ce livre démontre, éléments concrets à l'appui, que les piliers de l'écologie actuelle en matière d'agriculture, tels la science des sols, etc., ont été développés en URSS et que la sécurité alimentaire d'un pays est intimement liée à sa souveraineté. Nous ne pouvons ainsi qu'en conseiller sa lecture.

Antonin Zurbuchen

Référence de l'ouvrage. Guillaume SUING, L'écologie réelle : une histoire soviétique et cubaine, Paris, Les éditions Delga, 2018

A nos généreux abonnés et donateurs

Merci de votre compréhension!

Par souci d'économie, dorénavant les BV sont insérés dans le journal Résistance seulement un numéro sur deux.

Pourtant, toutes les personnes qui souhaitent apporter leur soutien peuvent le faire en utilisant le Compte postal :

Résistance, 1003 Lausanne - CCP 10-769952-7 ou IBAN CH76 0900 0000 1076 9952 7

Même si nos rédacteurs sont bénévoles, chaque numéro coûte plus de 5'000 francs pour l'impression et la distribution.

Égalité entre hommes et femmes : le nécessaire dépassement du capitalisme

Dans nos sociétés capitalistes, l'inégalité économique que subissent les femmes en comparaison des hommes n'est plus à démontrer : retraites moins élevées, inégalité salariale, frein à l'embauche, plafond de verre dans l'évolution de la carrière professionnelle, précarité des femmes seules avec enfants, emplois à très basses rémunérations occupés majoritairement par des femmes… La liste est longue.

L'assignation des femmes à des rôles spécifiques au sein de la sphère familiale, et à une place de second plan dans la sphère productive, est un symptôme saillant que l'on retrouve dans toutes les sociétés de classes. Une caractéristique particulière du système capitaliste est la conception des individus, hommes et femmes, comme des forces de travail : de la même manière que des marchandises, les travailleurs et travailleuses sont échangeables sur un marché – le marché de l'emploi –, et se voient conférer une valeur d'usage et d'échange permettant à l'employeur de créer de la valeur, et in fine, d'en extraire la plus-value. Comme l'expliquait déjà Marx, l'exploitation de la force de travail dépend en grande partie de la « disponibilité » des individus sur le marché de l'emploi. Ainsi, aux yeux des employeurs, en comparaison des forces de travail masculines, la particularité des femmes est de présenter une disponibilité réduite en raison de leur maternité potentielle. Dans le cadre du système capitaliste, la maternité potentielle ou réelle des femmes au cours de leur vie est loin d'être un détail biologique anodin : c'est autour de cette distinction que s'articulent les structures genrées de l'exploitation (notamment l'inégalité salariale) et l'idéologie qui les légitime.

Cette idéologie, véhiculée à tous les niveaux de l'entreprise et à tous les niveaux de la société, prétend que, ayant à pourvoir aux besoins d'une famille, les hommes quitteraient leur emploi s'ils ne pouvaient évoluer professionnellement, alors que beaucoup de femmes ne viendraient chercher qu'un salaire d'appoint en se présentant sur le marché de l'emploi. Autrement dit, aux yeux de l'employeur, les femmes manquent d'ambition et sont susceptibles de se satisfaire de perspectives réduites de carrière parce qu'elles sont supposées vivre en couple avec un homme pourvoyeur principal de ressources, qui, lui, doit avoir des perspectives d'évolution. De la même manière, l'idéologie de la « disponibilité totale » des hommes pour l'activité professionnelle agit comme un critère discriminatoire de promotion et de salaire plus élevé. Indépendamment de ce que les hommes font réellement dans la sphère domestique (pères « participatifs » ou « absents », célibataires), ils sont pensés a priori comme « disponibles » pour l'employeur. De la même manière, indépendamment de ce que les femmes font réellement dans la sphère domestique et productive, elles sont pensées comme a priori « moins disponibles ».

> Les femmes ne devraient pas avoir pour seules ambitions de devenir des « exploitées comme les autres ».

Cette conception du travail des femmes comme « salaire d'appoint » impacte considérablement la structure de l'emploi : En Suisse, la part d'emplois à temps partiel des femmes est la plus haute parmi les pays de l'OCDE, juste après les Pays-Bas : 44,6 % des femmes travaillent à temps partiel, contre 11,2 % des hommes . L'emploi à temps partiel des femmes, souvent synonyme de précarité économique, est largement renforcé par un certain nombre de politiques publiques : les résultats d'une enquête montrent clairement à quel point les dispositifs fiscaux et les politiques de tarification des crèches se combinent pour créer un effet incitatif puissant à l'activité à temps partiel des femmes, notamment en présence de deux enfants ou plus.

Partant de ces constats, faudrait-il donc se contenter de prôner l'égalité salariale entre hommes et femmes, imaginer des dispositifs incitatifs à l'emploi à plein temps des femmes, ou encore encourager les employeurs à embaucher des femmes pour des postes à responsabilité ? Non, tout cela n'est pas suffisant. Les femmes ne devraient pas avoir pour seules ambitions de devenir des « exploitées comme les autres ». À court terme, nous pouvons évidemment lutter pour tempérer les symptômes de l'exploitation des femmes ; en ce sens, les différents mouvements se mobilisant contre le refus de l'application de l'égalité salariale, ainsi que l'appel à une grève féministe nationale, sont parfaitement encourageants. Mais ne perdons pas de vue qu'à long terme, l'émancipation complète des travailleuses, comme des travailleurs, devra nécessairement passer par l'abolition du système de production capitaliste : ce n'est que lorsque les travailleuses et travailleurs prendront le contrôle démocratique des moyens de production que les travailleurs cesseront d'être considérés comme une main-d'œuvre exploitable à l'envi, et que les travailleuses cesseront d'être considérées comme une main-d'œuvre de seconde zone aux ambitions limitées.

[1] *OCDE, Taux d'emploi à temps partiel, 2017. https://data.oecd.org/fr/emp/taux-d-emploi-a-temps-partiel.htm*

[2] *Bütler, M. (2010), « Quand le travail coûte plus qu'il ne rapporte. Etude sur l'impact de la fiscalité et des frais de crèche sur l'activité professionnelle des femmes en Suisse romande », egalite.ch, Conférence romande pour l'égalité.*

Anaïs Timofte

Libération de Ahed Tamini et retour sur la Palestine

La résistance palestinienne est née il y a tout juste 70 ans, date récemment commémorée par les Palestiniens et toutes les personnes solidaires. Cet évènement est communément appelé la «Nakba» qui veut dire «Catastrophe» en arabe. À l'issue de cet événement qui donne lieu à la «Grande Marche du Retour» chaque année. Et suite à la récente décision du président américain Donald Trump de déplacer l'ambassade américaine en Israël, de Tel-Aviv à Jérusalem, des milliers de personnes ont manifesté le long de la frontière avec Israël. De nouveaux records sanguinaires ont été atteints. Nous pouvons notamment citer la journée du 14 mai 2018 particulièrement sanglante où plus de 55 Palestiniens, dont huit enfants de moins de 16 ans, ont été tués ainsi que plus de 2'400 blessés en l'espace d'une seule journée, selon le bilan du ministère de la Santé gazaoui.

Ahed Tamini adolescente emprisonnée

Un autre évènement, qui a beaucoup marqué l'espace public ces derniers mois est l'arrestation puis l'emprisonnement durant huit mois par l'État d'Israël de Ahed Tamimi désigner comme icône de la résistance palestinienne à travers le monde. Pour le rappel des faits, cette adolescente palestinienne de 17 ans avait empêché des soldats israéliens de s'acquitter de sa maison, bousculé et giflé un soldat lourdement armé portant un équipement de protection lourd, le 19 décembre dernier. La jeune militante contestait la présence de militaires dans la cour de sa maison à Nabi Saleh, un village situé au nord-ouest de Ramallah en Cisjordanie occupée. Depuis 2009, ce village est le théâtre de manifestations organisées chaque vendredi, contre l'occupation militaire israélienne, le vol des terres et la perte des sources d'eaux des habitants du village. Des soldats s'étaient introduits dans la propriété de la famille Tamimi située en territoire occupé. Un territoire occupé depuis plus de 50 ans par l'armée israélienne. Il n'est pas rare que des militaires de l'occupation israélienne fassent irruption dans les maisons des Palestiniens. Bassem Tamimi, le père de Ahed, avait déclaré que des militaires avaient fait irruption dans la maison familiale avec une extrême brutalité, qu'ils avaient frappé Nariman Tamimi, la mère d'Ahed, ainsi que ses frères et sœurs, qu'ils avaient également confisqué téléphones, caméras, ordinateurs portables et autres appareils électroniques quelques jours auparavant.

Les enfants : premières victimes

À l'heure où ces lignes sont écrites, Ahed Tamimi a été libérée de prison le 29 juillet 2018 après huit mois d'emprisonnement. Cependant, il ne s'agit pas là d'un cas isolé, plus de 300 mineurs sont détenus en ce moment, et plus de 8'500 enfants ont été arrêtés, violentés, interrogés, détenus, poursuivis et parfois torturés depuis l'an 2000. Ceux qui n'expérimentent pas directement la prison la subissent à travers l'emprisonnement de leur père, frère, cousin ou encore de leur mère ou de leur sœur. Les enfants sont parmi les premières victimes de la répression. Le nombre d'arrestations de mineurs a augmenté de 15% en moyenne en 2015, et de 179% juste entre les mois d'octobre et décembre. Fin mars 2016, il y avait 438 mineurs en détention dont 98 avaient moins de 16 ans. Les autorités israéliennes ciblent délibérément la jeunesse palestinienne. Les arrestations, interrogatoires et condamnations semblent viser autant à punir les enfants qu'à les dissuader, eux et leurs familles, de militer contre l'occupation. L'ONU a par exemple obtenu les témoignages de 122 enfants palestiniens de Cisjordanie, qui ont été arrêtés par les forces de sécurité israéliennes. Ces enfants ont déclaré qu'ils avaient été soumis à des mauvais traitements, tels que des coups de bâtons, coups de pied, violences verbales et menaces sexuelles. Les peines israéliennes étant particulièrement longues, ce n'est que grâce à une importante vague de solidarité internationale et à la lutte sur place qu'Ahed a écopé d'une peine de prison relativement courte, selon les critères israéliens.

> Plus de 300 mineurs sont détenus en ce moment, et plus de 8'500 enfants ont été arrêtés, violentés, interrogés, détenus, poursuivis et parfois torturés depuis l'an 2000

Solidarité internationale

La solidarité internationale est une chose essentielle, c'est pourquoi nous jeunes POP, nous sommes solidaires avec la Palestine et demandons tout comme le POP la reconnaissance de l'état palestinien par la Suisse, ainsi que des sanctions et l'interdiction de l'importation d'armes israéliennes. Par exemple, nous condamnons fermement l'achat de six drones d'une valeur de 13.5 millions de francs à la société israélienne Elbit Systems par la confédération. Cette dernière a reconnu que ces drones ont été testés sur des territoires occupés et a pris des mesures pour que les prochains essais ne se reproduisent pas en territoire occupé, un petit pas du conseil fédéral loin d'être suffisant. Pour cela, des rassemblements ont eux lieu dans les villes de Bâle, Berne et Genève par des camarades soutenant la campagne BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions). Les jeunes POP ont organisé un voyage en territoire occupé durant le mois de septembre 2017 ainsi qu'un évènement culturel sur la Palestine l'été dernier. Je finirai cet article par rappelé que quelque soit la forme de l'impérialisme, l'impérialisme doit être combattu.

Zakaria Dridi
Comité de section des Jeunes POP Vaud

IMPRESSUM • Journal du POP vaudois & Gauche en mouvement
Rédaction : Chauderon 5, 1003 Lausanne / **Téléphone :** 021 312 06 76 / **Fax :** 021 312 06 97 / **E-mail :** info@popvaud.ch / **Responsable :** Christophe Grand / **Tirage** 10'000 exemplaires / **CCP Résistance** 10-769952-7 / **Abonnement annuel :** 25 Frs / **Abonnement de soutien :** 40 Frs / **Comité de rédaction:** Anaïs Timofte, Gavriel Pinson, David Payot, Michel Bühler, Christophe Grand, Antonin Zurbuchen, Zakaria Dridi, Gabriel Oberson / **Mise en page :** Christophe Grand, / **Dessin:** Megan Hefti

La fin du “Matin”! Et alors?

Si je partage l’émotion provoquée par la disparition de « La Tribune devenue Le Matin » – surtout chez les amateurs de sport, comme moi – je n’éprouve pas du tout le même sentiment à propos de ce que certains appellent une « perte de diversité de l’information ».

Pour « faire court », je dirai qu’il n’y a plus aucune diversité d’information dans notre pays et dans tous les pays où le capitalisme est devenu le mode dominant et abrutissant des sociétés. C’est la cause principale du désintérêt pour les médias : presse écrite, mais aussi radio et TV. Les journaux – et donc malheureusement aussi les journalistes – sont devenus des larbins ânonnant les slogans du libéralisme économique, clichés distillés par les officines de Bielderberg, du Mont-Pèlerin ou autre Trilatérale.

Je n’éprouve pas le moindre sentiment de perte lorsque disparaît un journal bourgeois : les idées exprimées sont partout les mêmes et vont toutes dans le sens du vent. Il faut plaire au « Seigneur », distributeur de prébendes. Il faut abrutir le peuple pour qu’il ne réfléchisse plus, qu’il ne critique plus, mais garde son énergie pour consommer afin de soigner ses frustrations.

À ce sujet, est-ce que des journalistes comme François Gross ou Louis-Albert Zbinden ne marquent-ils pas la frontière du désert ? Il reste pourtant encore une presse qui a une autre vision du monde, qui dénonce les facettes d’un système pourri, qui place l’être humain au centre du monde. Quel plaisir de pouvoir mentionner à ce titre « Gauchehebdo », « Vorwärts », « Résistance » et les journaux des partis cantonaux frères ! Avoir des idées, c’est vraiment notre chance !

Et nous ne sommes pas les « derniers justes » car nous avons toujours été les « Seuls Justes ». C’est simplement encore plus vrai !

Gabriel Oberson

Renens, place du Marché,
samedi 8 sept. 2018
de 9h à 15h

Grand marché aux puces et foire aux livres

Bar - Risotto ticinese à midi

Organisation : Fourmi rouge - POP

Samedi 20 octobre dès 19h00 à la Maison de quartier, Sous-Gare, AV. Dapples 50 à Lausanne

REPAS DE SOUTIEN DU POP VAUDOIS

Prix du menu :
40 frs (- de 18 ans 10 frs)
Menu végétarien possible

Renseignements et inscriptions :

Françoise Becker
079 / 340 05 68
francoisebecker4@gmail.com

Suzi Sisto Zoller
079 / 275 15 93
sisto.zoller@bluewin.ch

Christophe Grand
079 / 947 23 17
christophe.grand@popvaud.ch

Cette manifestation se veut une fête de l’Amitié, mais elle se place aussi dans la perspective d’un soutien à la campagne pour les élections fédérales de 2019. C’est pourquoi il est possible de majorer le prix du repas ou simplement faire un don.

Le paiement peut se faire le soir du repas ou par avance au compte postal :
POP Vaud, FAS, 1003 Lausanne,
CCP 10- 34397-6 ou
IBAN CH19 0900 0000 1003 4397 6
(mention « repas de soutien »)